

CRISE POLITIQUE ET SOCIALE

L'APN osera-t-elle un débat général ?

Le groupe parlementaire du RCD est sur le point d'introduire une demande officielle auprès du bureau de l'Assemblée populaire nationale pour la tenue d'un débat général sur les origines de la crise actuelle. Dans le camp de l'Alliance présidentielle, il ne semble pas y avoir de consensus autour de cette question.

Tarek Hafid - Alger

(Le Soir) - Le groupe parlementaire du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) devrait, dès la semaine prochaine, saisir officiellement le bureau de l'Assemblée populaire nationale pour demander la tenue d'un débat général sur les causes et les origines de la crise qui secoue le pays.

«La demande sera sur le bureau de l'Assemblée la semaine prochaine. Nous sommes actuellement en phase de finalisation du dossier à travers, notamment, la collecte de vingt signatures de députés», a assuré, hier, Athmane Mazouz, président du groupe parlementaire du RCD.

Le député de Béjaïa voit en cette initiative une occasion pour l'Assemblée de se racheter. «En acceptant la tenue du débat général, l'Assemblée populaire nationale, qui est issue de la fraude, se donnera l'occasion de démontrer un semblant d'existence

et de respectabilité.» Mais la décision finale reviendra aux partis de l'Alliance présidentielle qui sont majoritaires au sein du bureau de l'Assemblée populaire nationale.

Pour l'heure, rien n'est encore acquis. Le Rassemblement national démocratique s'oppose catégoriquement à l'organisation de ce débat. «Le RCD est souverain, il a le droit de proposer ce qu'il veut.

Et c'est en toute souveraineté que nous refusons la tenue d'un tel débat. Notre formation politique a un programme et des orientations politiques claires.

La situation actuelle exige une réelle prise de conscience et un maximum de sagesse. Et ce n'est pas en versant de l'essence que l'on éteint le feu», a déclaré, hier, Miloud Chorfi, président du groupe parlementaire et porte-parole officiel du Rassemblement national démocratique. Chorfi estime que ce débat est aujourd'hui «inutile»



Photo : Samir Sid

puisqu'il intervient quelques semaines après la présentation de la déclaration de politique générale du gouvernement. «Pourquoi aller vers un débat général ? C'est inutile.

Les parlementaires ont eu l'occasion d'évoquer tous les sujets face au Premier ministre et à son staff. Ils ont parlé de tout ce qu'ils jugeaient bon et mauvais.

Un débat général est donc inutile», a estimé le député de Mascara. De leur côté, les groupes

parlementaires du Front de libération nationale et du Mouvement de la société de la paix préfèrent attendre avant de se prononcer sur l'initiative du RCD.

Selon Abdelhamid Si Affif, député de Mostaganem et membre du bureau politique du FLN, la décision sur le soutien ou le rejet de cette proposition est du ressort exclusif de la direction de son parti. «Cette question n'a toujours pas été tranchée à notre niveau. C'est une

question politique qui nécessite une décision d'ordre politique.

Le sujet devrait être évoqué samedi prochain lors d'une réunion qu'organisera le secrétaire général du FLN avec les membres des groupes parlementaires de l'APN et du Sénat.

Mais la décision finale reviendra aux membres du bureau politique», a affirmé Si Affif. Pour sa part, le Mouvement de la société de la paix souhaite avant tout prendre connaissance de la

teneur de l'initiative du RCD avant de se prononcer. «Nous avons entendu parler de la proposition du groupe parlementaire du RCD, mais nous n'en connaissons pas la teneur exacte. Il est préférable d'attendre sa concrétisation avant de se prononcer.

Pour ce qui est du principe, nous ne sommes pas contre la tenue d'un débat général.

D'autant plus que notre formation a toujours appelé à la tenue d'un tel débat», a souligné Boubekour Mohamed Saïd, président du groupe parlementaire du MSP et député de Ouargla. Que ce débat soit accepté ou rejeté, les parlementaires – qu'ils soient députés ou sénateurs – sont en grande partie responsables de la situation actuelle.

Ces dernières années, ce sont eux qui ont accordé au pouvoir exécutif les instruments législatifs nécessaires pour assurer la gestion du pays.

C'est notamment le cas des multiples ordonnances présidentielles qu'ils ont adoptées à tour de bras. L'échec est partagé.

T. H.

L'ÉCONOMISTE MOHAMED BAHLOUL

Des mesures nocives sur

Les mesures de régulation économique prises récemment sont, certes, salutaires sur le court terme mais risquent cependant d'être «nocives» sur le moyen et long terme, selon Mohamed Bahloul, économiste, analyste et directeur de l'Institut de développement des ressources humaines (IDRH, Oran). Dans la mesure où «le pouvoir du bureau ne sait pas objectiver la sanction» et d'autant que «la démarche répressive n'est pas la seule voie», pour la reconquête des attributs de l'Etat, cet économiste estime qu'il est temps de réaliser la grande chirurgie dont a besoin l'économie nationale. Tout en insistant sur le fait que «sans un contrôle collectif effectif et systémique, c'est le déséquilibre concurrentiel structurel qui s'installe durablement avec des pratiques et des comportements économiques et sociaux où les mauvais compétiteurs sont favorisés et gagnent toujours au détriment des bons compétiteurs». Mais aussi en appelant à mettre en œuvre «les réformes de structure de l'économie et la mise en place des institutions de l'économie de marché qui garantissent une vérité des prix» basée sur l'équité.

Le Soir d'Algérie : Des mesures de régulation commerciale et économique sont prises. Ces mesures sont-elles cohérentes, pertinentes sur le plan économique ? Ces mesures sont-elles efficaces ? Leurs effets seront-ils perceptibles ?

Mohamed Bahloul : Ces mesures revêtent dans leur essence un caractère d'urgence. A une situation sociale exceptionnelle, des mesures exceptionnelles pour circonscrire le champ de la crise dans sa dimension inflation – pouvoir d'achat avant de l'endiguer et de la

traiter dans le fond. Ce sont, en effet, des mesures de gestion de la crise et non de solution de la crise sociale qui a indiscutablement des racines plus profondes qu'il est temps de bien analyser pour les soumettre à des politiques publiques de changement globales, décloisonnées dans leur conception et leur pilotage, audacieuses et novatrices. Le financement de ce type de mesures est possible dans la conjoncture pétrolière actuelle, favorable, mais pas durablement. En plus, ces mesures peuvent être elles-mêmes sources d'inflation

dans une économie qui produit peu et importe presque tout. Inflation importée et générée vont se conjuguer dans le court terme.

Ces mesures, de défiscalisation principalement, posent aussi des questions tout aussi importantes quant au principe d'égalité vis-à-vis de l'impôt. Il faut veiller à ce que les revendications des plus pauvres ne se transforment en opportunité d'enrichissement et de nouvelles rentes, une sorte de prime aux plus riches. Ces mesures salutaires et positives sur le court terme peuvent s'avérer nocives sur le

moyen et long terme. La solution est dans les réformes de structure de l'économie et la mise en place des institutions de l'économie de marché qui garantissent une «vérité des prix» basée sur l'équité, qui sans aggraver les inégalités de répartition des revenus et la précarisation permettrait à l'économie de produire et de répondre efficacement aux besoins des populations.

Le «pouvoir du bureau», on l'a largement expérimenté dans l'échec, ne sait pas objectiver la sanction économique. Il faut au moins poser les bases d'une économie où la satisfaction des doléances sociales est efficacement et équitablement partagée entre l'Etat et le marché.

Y a-t-il une vision claire en ce domaine ? Le choix de l'économie de marché est-il maintenu ?

Je pense que le choix de l'économie de marché n'est pas en cause. Les dernières mesures et actions des pouvoirs publics ne sont pas une remise en cause de

cette option, surtout pas au moment où même Cuba se met à l'école des réformes pour la transition vers l'économie de marché ! On peut dire, sans risque de se tromper, que l'ensemble des mesures promulguées demeurent fortement ancrées dans le paradigme libéral. Les ajustements préconisés expriment plus un changement de trajectoire que d'orbite. Il reste que le mode de prise de décision de ces mesures, leur articulation à une politique économique nationale, le mode de communication institutionnelle comme leur mode d'implantation posent de véritables questions qu'il est nécessaire d'inventorier et de traiter.

N'y a-t-il pas un problème de vision ?

Il y a incontestablement un problème de vision et de finalité de ces révisions qui ont, on le constate, accentué la méfiance des agents économiques vis-à-vis de l'Etat et introduit des incertitudes dans leurs anticipations.